

Modèle de courrier : Demande d'information au contrat de bail

Ce modèle vous est présenté à **titre indicatif** pour vous aider à rédiger votre propre courrier. Il est donc de votre responsabilité de vérifier qu'il correspond bien à votre situation. Vous pouvez contacter l'**ADIL 93** ou l'**association BAIL** pour tout conseil juridique sur vos droits et accompagnement dans vos démarches.

Il vous est conseillé d'envoyer ce courrier à votre propriétaire bailleur par **lettre recommandée avec demande d'avis de réception**. Vous avez **jusqu'à un mois maximum après la signature** de votre contrat de location pour envoyer ce courrier à votre propriétaire. En l'absence de réponse à ce courrier **dans un délai d'un mois** ou en cas de refus de votre propriétaire, vous **disposez de 3 mois à compter de l'envoi** de ce courrier pour saisir la commission de conciliation.

Nom, prénom du locataire

Adresse postale

Nom, prénom du bailleur

Adresse postale

Fait à ... , le

Objet : Contestation du loyer fixé à la formation du contrat de location

Lettre recommandée avec A/R n° ...

Madame, Monsieur

Locataire du logement situé au ... (*adresse du logement*), en vertu d'un bail signé le ... (*date de signature du bail*), je me permets d'attirer votre attention sur le montant du loyer fixé au bail à hauteur de ... euros (*montant du loyer*).

L'article 140 de la loi du 23 novembre 2018 et le décret n°2020-1619 du 17 décembre 2020 ont permis de mettre en place un dispositif expérimental d'encadrement des loyers sur le territoire de Plaine Commune. Conformément à la réglementation, le contrat de location doit préciser le loyer de référence et le loyer de référence majoré, correspondant à la catégorie de logement. Le cas échéant, le contrat de bail doit également mentionner le complément de loyer et les caractéristiques le justifiant.

En l'absence de ces mentions sur le contrat de location signé, je vous invite à porter ces informations au bail.

En l'absence de réponse de votre part dans le délai d'un mois ou en cas de refus, je me verrais contraint de saisir la commission départementale de conciliation, afin de faire valoir mes droits dans les plus brefs délais.

Dans l'attente de votre retour, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes considérations distinguées.

(Signature)